Places que les Castillans avoient aux Indes Orientales.

Avant que d'entrer dans la refutation particuliere des argumens, que les Directeurs tirent desdites trois differentes clauses de l'Article V. du Traité de *Munster*, il convient d'observer que les stipulations y faites, que je viens de transcrire, font voir, qu'elles n'ont regardé S. M. C. qu'en qualité de Roi d'*Espagne*, & comme Souverain des Etats qu'Elle possédoit aux *Indes*, & nullement comme Duc de *Brabant*, Comte de *Flandres*, ou Souverain des autres Provinces des *Pais-Bas*; puisque les Loix que les Puissances contractantes se sont imposées de part & d'autre, ne concernent que les possessions respectives qu'elles avoient, ou qu'elles pourroient acquerir aux *Indes*, dans lesquelles Philippe IV. n'étoit intéressé que comme Roi d'*Espagne*, & les termes du Traité établissent évidemment, que son engagement ne s'étend pas au delà de cette qualité, la défense y faite, étant limitée en termes précis aux Espagnols en general, & aux Castillans en particulier.

Et il est également certain que S. M. C. ne s'est engagée par le VI. Article dudit Traité, qu'en qualité de Roi d'*Espagne*, & pour les seuls Espagnols, & en tant qu'elle possédoit & occupoit des Etats, Pais, Châteaux, & Forteresses aux *Indes Occidentales*, auxquelles est borné & restreint ledit Article VI., dont voici la teneur.

Et quant aux Indes Occidentales, les Sujets & Habitans des Royaumes, Provinces & Terres desdits Seigneurs Roi & Etats respectivement s'abstiendront de naviger & trafiquer en tous les Havres, Lieux, & Places garnies de Forts, Loges ou
Châ.